



Au centre de formation de Touho, sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie, trois jeunes apprentis documentaristes à l'œuvre.

Filmer la mémoire kanake

[Michel Samson]

La première édition du Festival international du cinéma des peuples s'est tenue en Nouvelle-Calédonie fin septembre. Vingt documentaires qui ont donné envie à de jeunes Kanaks de s'initier aux techniques audiovisuelles et d'accéder, enfin, à la représentation de leur peuple en images et en sons.

Une pluie torrentielle s'abat sur la piste rouge qui remonte la large vallée. Les trois voitures atteignent la forêt et débouchent dans le hameau de la tribu de Tchamba, à une quinzaine de kilomètres de la côte est de la Nouvelle-Calédonie. Quelques maisons cachées sous les cocotiers, une école protestante et un préau autour d'une

grande pelouse : 200 personnes vivent ici. Le président des clans de la tribu, Philippe Gorou, pieds nus, pantalon de survêtement rouge et veste de blue-jean multipoche, guide la petite caravane. Les gosses du village rient en s'installant sous le préau, une maman apporte un drap qu'on fixe au mur avec de l'adhésif noir. La nuit est tombée, « l'ombre de l'homme » arrive dans la tribu : le Festi-

val international de cinéma des peuples, qui se déplace ainsi dans les montagnes kanakes, est organisé par l'association Anûû-rû âboro. En pacai, la langue de cette zone, cela signifie « l'ombre de l'homme » ou « le reflet de l'homme ». Et c'est ainsi qu'on nomme le cinéma.

Mais entrer sur un territoire implique, en Kanaky, de « faire une coutume », de procéder à un petit cérémonial. Mehdi

Lallaoui, « enfant d'Argenteuil » et auteur d'un documentaire qui sera montré le lendemain, s'y plie volontiers au nom des arrivants. Il pose un morceau de tissu imprimé sur la table, un « manou », dit le plaisir d'être ici à la cinquantaine de spectateurs et spectatrices et leur présente Karané Ikpeng, le réalisateur amérindien du film projeté ce soir : *Pirinop, le jour où j'ai vu l'homme blanc*. « Il a fait huit heures de bateau, puis trois heures de voiture, puis huit heures d'un avion et vingt heures encore d'un autre avion pour arriver jusqu'en Kanaky », explique Mehdi Lallaoui. « Mais il sait qu'on est tous dans la même pirogue. » « Oueï », approuvent les hommes.

Dans un silence seulement troublé par le rire des enfants, on regarde le film qui raconte comment la tribu amazonienne des Ikpengs, qui n'avait jamais rencontré d'homme blanc avant 1978, a été chassée de ses terres. Générique de fin, applaudissements, on rallume la grosse ampoule.

Reconquérir une image

Philippe Gorou se lève, saisit le manou et s'adresse à Karané Ikpeng. « En nous faisant voyager jusque dans le Mato Grosso, tu nous as montré que ce qui menace la forêt amazonienne n'est pas seulement la déforestation. Tu nous as fait voyager au Brésil mais aussi en arrière, dans notre propre pays. Je veux te remercier, Karané, parce que tu as été assez fort pour tourner les images de ton propre peuple, ce qui est très difficile. » « Oueï » soufflent encore les hommes. Il est 21 heures, la caravane redescend vers la route.

Ce festival de rencontres entre des habitants de la province Nord de Nouvelle-Calédonie et des cinéastes vietnamiens, français, libanais ou australien, a commencé par une grande cérémonie devant la case de la mairie de Poindimié, épice-centre du festival. Les chefs coutumiers de la zone sont tous venus accueillir les dix-sept réalisateurs. Impressionnés, ils écoutent le compliment du vieux chef barbu, qui, pantalon de treillis et K-ways orange, offre les cadeaux de bienvenue : des manous, une petite pirogue sculptée, quelques billets CFP (franc pacifique) et des « monnaies kanakes ».

Le maire de la ville et président de la province Nord, l'indépendantiste Paul Néaoutyine, prend ensuite la parole. Il parle de « [nos] vieux qui étaient photographiés dans des mises en scène et des accoutrements qui n'avaient rien à voir avec les traditions » et ajoute, souriant dans sa grande barbe grise, qu'aujourd'hui « personne, et

encore moins les hommes politiques, ne peut échapper au destin d'être filmé ». Il conclut en souhaitant que « ce premier festival en province Nord, qui a vocation de devenir annuel, [nous] donne les moyens de reconquérir notre identité et notre image ».

Reconquérir une image, et apprendre à en faire : c'était la vocation du stage de formation de jeunes documentaristes que dirigeait, parallèlement au festival, le réalisateur Jean-Louis Comolli. Quatre jeunes gars et trois jeunes filles, certains expérimentés, d'autres débutants, ont donc travaillé trois semaines sous sa direction : « Je leur donne les mêmes cours et leur fais faire les mêmes exercices que ceux que je délivre aux Beaux-arts de Genève ou à Strasbourg », explique Jean-Louis Comolli. Ses sept apprentis devaient réaliser, par exemple, des « minutes Lumière ». Cet exercice consiste à filmer une histoire en un plan fixe d'une minute.

Ce matin-là, Désiré Menrempon, le plus expérimenté des stagiaires, part tourner à la fête communale de Hienghène. Après dix tentatives, il conserve une minute Lumière de cette matinée : le plan serré du visage d'un musicien vanuatuan en pleine hébétude. Vivant à Tindu, quartier de mauvaise réputation de Nouméa, Yoan Wahnapo, 26 ans, est un amoureux des animaux. Il raconte sa minute Lumière : un oiseau est venu se poser sur la poignée de la porte. « Il sifflait vers la droite, ce qui est, chez nous, signe de mauvaise nouvelle. Je l'ai shooté avec ma caméra en même temps que son reflet dans la porte vitrée. » La minute Lumière était là, parfaite. Yoan poursuit : « La mauvaise nouvelle, c'est qu'une de mes grands-mères était morte. Mais il y en avait aussi une bonne : j'ai pu filmer ma minute Lumière. »

Autre exercice pour ces apprentis cinéastes qui ont visionné et analysé des heures de documentaires : réaliser un film court, un vidéo-haïku. Les sept cinéastes en herbe ont tourné sept films aussi différents que possible. Jimmy Tein, mutique colosse de 28 ans qui vit dans une tribu à deux heures de route de Hienghène, a réalisé un hommage ému à Jean-Marie Tjibaou, le leader du mouvement indépendantiste kanak assassiné en 1989, lié à ses propres souvenirs d'enfance. Tandis que Désiré Menrempon signait un ciné-tract de colère conclu sur l'image du drapeau kanak. Quant à la discrète Caroline Tikouré, 23 ans et quelques expériences de tournage, en quelques plans de pluie et de tristesse, elle raconte son cafard lors de son arrivée au stage : son film semble sorti de la jeune école du cinéma français qu'elle ne voit jamais.

Inventer le cinéma kanak

Ravis, parfois dépassés par tant de découvertes en si peu de temps, ces sept jeunes gens rêvent à voix haute de continuer à filmer. Et, pour commencer, de pouvoir disposer à leur guise du matériel vidéo acheté par la province. « Parce que le documentaire c'est la mémoire et que je suis attaché à ma culture, affirme, revendicatif, Teddy Dounote. Je veux la montrer à mes petits frères et sœurs. » Colette Watipan, 28 ans, caissière de station-service rêvant de devenir cadreuse, explique d'une voix douce, trébuchant parfois sur un mot compliqué : « L'audiovisuel est un talent que j'ai reçu, j'ai aimé cet outil tout de suite, comme une passion. » Et de rêver pour ces jeunes d'inventer le cinéma kanak, de dessiner eux-mêmes les ombres des hommes. ●

Repères calédoniens

Les plus anciennes traces de peuplement de l'île remontent à 3 300 ans avant J.-C. Les Européens la

découvrent en septembre 1774, grâce au navigateur britannique James Cook. Elle est déclarée colonie française le 24 septembre 1853. Après la Commune de Paris, elle sert de lieu de déportation des anciens communards, dont Louise Michel. Une grande insurrection kanake, conduite par le grand chef Ataï, a lieu en 1878.

Avec l'élection de François Mitterrand en 1981, les volontés indépendantistes se font plus pressantes. En 1984, le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) est créé : boycottage des élections territoriales et barrages sur les routes. La violence culmine avec la mort de 4 gendarmes et la prise en otage de 27 gendarmes sur l'île d'Ouvéa début 1988. Dénoûement tragique : 19 indépendantistes et 2 militaires tués.

Différents statuts se succèdent ensuite. Les accords de Matignon en 1988 puis l'accord de Nouméa en 1998 définissent l'actuelle organisation institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie : une collectivité d'outre-mer (COM) composée de trois provinces (Sud, Nord et îles Loyauté) et dotée d'un congrès et d'un gouvernement. Le référendum d'autodétermination devant statuer sur l'avenir institutionnel de l'archipel est repoussé entre 2014 et 2018.